

[Traduction]

L'hon. M. Hees: Où sont les députés de l'Alberta?

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. A l'ordre, je vous prie.

[Français]

L'honorable député de Saint-Hyacinthe désire poser une question supplémentaire, et je lui donne la parole.

M. Wagner: Je désire maintenant poser une question supplémentaire, monsieur le président.

Étant donné la situation déplorable au Québec, alors qu'un quart de million de Québécois sont actuellement en chômage, est-ce que le chef actuel du gouvernement temporaire est disposé à considérer favorablement une initiative qu'il a rejetée du revers de la main, il y a quelques semaines, savoir la tenue immédiate, au Québec, d'une conférence fédérale-provinciale pour discuter des problèmes d'ordre économique du Québec, avec la participation de tous les chefs politiques, des corps intermédiaires et des représentants des syndicats et du patronat?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je ne sais pas si le député proposerait la tenue de conférences fédérales-provinciales à ce niveau pour chaque province? Il me semble qu'il devrait être au courant des conférences fédérales-provinciales qui ont déjà eu lieu entre les ministres des Finances, les ministres de la Santé et les conférences qui sont proposées pour les mois à venir.

Quant aux conférences particulières aussi considérables que celles dont il suggère la tenue, le député devrait se rappeler, je crois, que nous, du parti libéral, avons rejeté la thèse des États associés.

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je m'excuse auprès de l'honorable député de Saint-Hyacinthe, mais je crois que son collègue de Brome-Missisquoi invoque le Règlement.

• (1450)

LE CHÔMAGE AU QUÉBEC—RÉVISION DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre.

Considérant les chiffres relatifs au chômage annoncés aujourd'hui dans la province de Québec, le gouvernement est-il disposé à réviser, de façon draconienne, sa politique de développement régional?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je ne sais pas dans quel sens l'honorable député voudrait que cette politique soit révisée, mais il semble qu'on a entendu dire, au cours de la campagne électorale, qu'on accordait trop à la province de Québec.

[Traduction]

M. Grafftey: Monsieur l'Orateur, il est très difficile de poser des questions, mais je n'ai absolument pas déclaré qu'on accordait trop à la province de Québec.

Des voix: Oh, oh!

M. Grafftey: Monsieur l'Orateur, pourriez-vous rappeler les députés à l'ordre?

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Grafftey: Il est impossible de poser des questions ici, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. Si le député veut bien avoir l'obligeance de se rasseoir, je vais essayer de l'aider.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Je pense que les députés sont injustes envers le représentant de Brome-Missisquoi. Il a le droit de poser une question supplémentaire.

M. Grafftey: J'ai parfois l'impression de me trouver à l'école maternelle, et non dans la plus haute assemblée de notre pays. Je pose donc au ministre de l'Expansion économique régionale la question suivante: Étant donné le taux de chômage à l'heure actuelle, qui montre des disparités régionales toujours croissantes, en particulier dans la province de Québec, le ministre est-il prêt à réviser des diverses politiques qui ont créé cette situation?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, depuis trois mois, nous menons des discussions avec chacune des provinces sur les changements qu'elles aimeraient voir apporter aux politiques d'expansion régionale. J'ai tenu des consultations avec des responsables du gouvernement de la province de Québec et nous en tiendrons d'autres dans un proche avenir. Nous sommes tout à fait en faveur de changements à la politique actuelle si ces changements sont de nature à assurer des résultats plus positifs.

* * *

L'INDUSTRIE

LA SOCIÉTÉ MICHELIN—LE PROJET DE CONSTRUCTION D'USINES AUX É.-U.—LES ENGAGEMENTS QUANT À L'EXPORTATION DES PRODUITS FABRIQUÉS AU CANADA

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, étant donné que le gouvernement des États-Unis a tiré prétexte du programme du ministère de l'Expansion économique régionale pour justifier l'application de droits compensatoires contre la société Michelin, étant donné d'autre part qu'il a été annoncé à Paris aujourd'hui que la société Michelin a reçu un nouveau crédit d'environ 150 millions de dollars en vue de la construction de deux usines aux États-Unis, le ministre pourrait-il faire savoir à la Chambre s'il a obtenu des assurances de la société Michelin comme quoi celle-ci honorera son engagement d'exporter 80 p. 100 de sa production canadienne aux États-Unis?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, aucune modification n'a été apportée aux projets initiaux de la société Michelin et l'on ne m'a rien signalé en ce qui concerne leurs projets de commercialisation; par ailleurs, leur programme de recrutement n'a pas non plus, paraît-il, subi de modification en ce qui concerne le recrutement de travailleurs canadiens pour leur usine dans ce pays.